

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

COMMUNE : MANDUEL
CANTON : MARGUERITTES
DEPARTEMENT : GARD

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°175/2025

Objet : Arrêté municipal portant sur la réglementation de la circulation et du stationnement à l'intérieur du périmètre de la commune pour le compte d'AXIMUM.

Le Maire de Manduel

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2131-2, L.2211-1 et L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, et notamment l'article R.417.10 et suivants,

Vu le code pénal, et notamment l'article R.610-5,

Vu la demande en date du 04 juin 2025, de la société AXIMUM ZI du salaison – 340 avenue des bigos – BP 90008- 34741 VENDARGUES, qui déclare devoir intervenir pour des travaux de marquage des arrêts de bus péri- urbains dans le périmètre du territoire de la commune de Manduel.

Considérant que par mesure de sécurité pour les intervenants et les usagers, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit des chantiers.

Arrête

Article 1 : Le stationnement et la circulation de tous véhicules dans les zones délimitées ponctuellement par la société AXIMUM sont interdites sur l'ensemble des voies situées à l'intérieur du périmètre de la commune du 09 juin 2025 au 27 juin 2025.

Toutes les mesures devront être prises par la société AXIMUM pour assurer la sécurité des piétons, l'accès aux propriétés riveraines, ainsi que l'accès aux véhicules de secours.

Article 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place par la société AXIMUM, qui en assurera la maintenance sous le contrôle de l'autorité municipale. Elle devra prendre les mesures nécessaires en accord avec le Service Départemental d'incendie et de secours du Gard et de Gendarmerie afin d'assurer l'accessibilité des secours en cas d'urgence.

Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de ces travaux.

Article 3 : Le demandeur est tenu de prendre toutes dispositions pour assurer la libre circulation piétonne pendant la durée des travaux. Si le cheminement devait s'opérer par la voie de circulation des véhicules à moteur, le pétitionnaire s'engage à procéder à la sécurisation de ce dernier par une matérialisation et une signalisation adéquate.

Le chantier est interdit au public, l'entreprise pétitionnaire devra impérativement mettre un périmètre de sécurité sur l'ensemble de l'emprise.

Article 4 : A l'issue de l'occupation, le demandeur devra informer dès le lendemain les services techniques de Manduel de son intervention par mail ou par téléphone et sera tenu de rendre le domaine public en parfait état de propreté, et de réparer les dommages et dégradations éventuellement causés. Si, à l'expiration du délai de quinze jours après la fin des travaux, la remise en état du domaine public n'est pas faite ou demeure inachevée, il sera procédé, après mise en demeure, aux réfections nécessaires par les services municipaux, aux frais et risques du pétitionnaire.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions du code de la route. Les véhicules en stationnement gênants seront conduits à la fourrière à la diligence des services de police aux frais et périls du propriétaire.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Manduel, sur le chantier, ainsi que sur la voie publique concernée.

Article 7 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et en constitue qu'une pure tolérance du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

Article 8 : Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable du service technique de Manduel, Madame la Cheffe de service de la police municipale de Manduel, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire, et dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Gard et à Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Marguerittes.

Publié-le :

Fait à Manduel, le 04 juin 2025

05 JUIN 2025

Le Maire,
Jean-Jacques GRANAT

